



Accès aux soins Attal a trouvé des « solutions »

Le 6 avril, Attal a annoncé ses « solutions » pour régler le problème de plus en plus dramatique de l'accès aux soins.

Sans surprise, le gouvernement décide de réduire les services rendus à la population et de prendre dans la poche des assurés sociaux.

Parmi les mesures annoncées :

Plus besoin de médecin pour avoir des médicaments

Aujourd'hui, seul le médecin peut délivrer une ordonnance. À partir de juin, les pharmaciens pourront délivrer des antibiotiques en cas d'angine et de cystite simple. Jean-Paul Hamon, président d'honneur de la Fédération des médecins de France, dénonce une « mesure qui se fera au détriment des patients » qui ne seront plus examinés.

Plus besoin de consultation médicale pour avoir des lunettes

Les opticiens pourront « adapter des verres sans faire repasser le patient par l'ophtalmologue ». Le Syndicat national des ophtalmologistes de France (SNOF) alerte sur le danger de cette mesure car, dans un tiers des cas, d'autres pathologies sont détectées, parfois graves, lors de l'examen des patients venus pour un renouvellement d'ordonnance de lunettes.

Pas assez de généralistes ? Allez voir directement le spécialiste !

Pour consulter un médecin spécialiste, il faut aujourd'hui d'abord passer par son médecin traitant. Une expérimentation va être lancée dans treize départements pour permettre aux patients de prendre directement rendez-vous chez un spécialiste. Mais il y a de moins en moins de médecins spécialistes !

Et en plus, la « taxe lapin » !

Le rendez-vous non honoré ou non annulé moins de vingt-quatre heures avant sera facturé 5 euros au patient à partir du 1er janvier 2025.

Cela au moment où six millions de Français n'ont pas de médecin référent en raison de la pénurie organisée par le gouvernement !

Il y aura plus de médecins... en 2035 !

8 150 places en médecine étaient disponibles à l'université en 2017. Il y en aura 12 000 en 2025. Une mesure qui ne peut pas régler le problème des déserts médicaux, puisqu'il faut dix ans pour former un médecin !

Pendant ce temps-là, le gouvernement Macron va-t-en-guerre continue d'engraisser les marchands de canons et les capitalistes.

Signez l'appel du Parti des travailleurs :

« Pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre ! »

Prenez contact avec le Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite prendre contact avec le Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs, BP 27, 93101 Montreuil Cedex.